**COMPTE RENDU REUNION
DU 11/02/2025 A 20H00**

Présents : Mme PROSPER Michèle, M. SAINT GUIRONS Joël, Mme MALLET Martine, M. POCHÉZ Jean-Yves, M. MAMIQUE Florent, Mme DUSSEAU Frédérique, M. DARRICARRERE Olivier, Mme DUCAMP Delphine, Mme POUTOIRE Nathalie et M. Olivier LABE.

Absent(e)s excusé(e)s : M. DUPAYA Frédéric, M. LABEDADE Eric, M. Olivier LABE

Pouvoirs : M. LABEDADE Eric a donné pouvoir à Mme DUCAMP Delphine
M. Olivier LABE a donné pouvoir à Mme PROSPER Michèle

Mme le Maire, Michèle PROSPER, désigne Florent MAMIQUE, secrétaire de séance.

1- Approbation et signature du CR du 20/11/2024 :

Mme le Maire demande s'il y a des remarques à formuler concernant le compte-rendu de la séance du 04.12.2024.

Aucune n'est formulée.

Il est procédé au vote.

Le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

2- Protection Sociale Complémentaire : consultation risque santé

Délibération D2025-01 : CDG 40 consultation protection sociale complémentaire – santé

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la réforme de la protection sociale complémentaire initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, rend la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque santé de leurs agents obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026, avec un montant minimum de 15€ brut mensuel (selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

La couverture santé couvre les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident de la vie (soins courants, médicaments, hospitalisation, frais dentaires, équipement optique, aides auditives).

Le dispositif réglementaire prévoit donc trois possibilités pour les collectivités, exclusives l'une de l'autre, s'agissant de la couverture santé :

- La mise en place d'une convention de participation via une procédure de mise en concurrence lancée en propre,
- L'adhésion à une convention de participation proposée par leur Centre de Gestion,
- L'adhésion des agents à un contrat individuel labellisé.

Aux termes de l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 les centres de gestion ont, en effet, l'obligation de conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Par conséquent, le Centre de Gestion des Landes a décidé de lancer en 2025 une consultation afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

Afin de respecter l'échéance imposée par le décret et en fonction des mandats confiés par les collectivités, le Centre de Gestion sera en mesure de proposer une convention de participation dans le domaine de la santé à l'été 2025 pour **un début d'exécution du marché au 1^{er} janvier 2026.**

A l'issue de cette consultation les collectivités **conserveront l'entière liberté de signer ou non la convention** de participation qui leur sera proposée.

Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités ayant donné mandat qui seront amenées à la présenter à leur organe délibérant.

Le Conseil Municipal,

VU le code général de la fonction publique,

VU l'article 4 du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011,

VU l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021,

VU le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022,

VU l'avis du comité social territorial départemental du Centre de Gestion des Landes, en date du 13/01/2025,

VU l'exposé de Mme le Maire,

CONSIDERANT l'intérêt de participer au marché mutualisé proposé par le Centre de Gestion des Landes et afin de pouvoir prendre une décision avant fin 2025,

Après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité des membres présents :

- de **donner mandat** au Centre de Gestion des Landes pour lancer la consultation auprès des assureurs, nécessaire à la conclusion d'une convention de participation dans le domaine de la santé, conformément à l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021.

PREND ACTE que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre la décision de signer ou non la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion dont la prise d'effet sera fixée au 1^{er} janvier 2026.

3- Lotissement des Palombes :

Les constructions des lots 9 et 10 seront terminées d'ici la fin du 1^{er} semestre.

Le permis de construire du lot 20 a été accordé et ceux des lots 6 et 19 ont été déposés.

De nouveaux acquéreurs, M. & Mme TICAN Irinel et Ana-Maria, ainsi que M. CLAVREUL Rémy et Mme DUPONT Camille ont signé les conventions pour respectivement les lots 11 et 15.

Une option a été mise pour le lot 22.

Le lot 5 est de nouveau disponible à la vente puisque l'acquéreur s'est désisté.

**Délibération D2025-02 : Vente lot n° 11 - LOTISSEMENT DES PALOMBES
à M. & Mme TICAN Irinel et Ana-Maria**

Madame le Maire expose au Conseil Municipal la demande de M. & Mme TICAN Irinel et Ana-Maria relative à l'attribution de lot au lotissement des Palombes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'**accéder** à la demande des requérants et d'attribuer à M. & Mme TICAN Irinel et Ana-Maria, domiciliés 69 rue Saint Gilles 64300 ORTHEZ, le lot n° 11, cadastré AA 111-130, d'une superficie de 866 m², moyennant le prix de SOIXANTE-HUIT Euros TTC (68.00€) le mètre carré soit **CINQUANTE HUIT MILLE HUIT CENTS QUATRE-VINGT HUIT EUROS TTC** (58 888€) le lot n°11, TVA sur marge incluse, puis frais d'acquisition et de bornage à la charge de l'acquéreur.
- d'**autoriser** Mme le Maire à signer toutes les pièces afférentes au dossier, déposé à l'étude de maîtres Sandra RAGUE-ESTAUN & Laure BALLUTEAUD, notaires à Tartas.

**Délibération D2025-03 : Vente lot n° 15 - LOTISSEMENT DES PALOMBES
à M. CLAVREUL Rémy et Mme DUPONT Camille**

Madame le Maire expose au Conseil Municipal la demande de M. CLAVREUL Rémy et Mme DUPONT Camille relative à l'attribution de lot au lotissement des Palombes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'**accéder** à la demande des requérants et d'attribuer à M. CLAVREUL Rémy et Mme DUPONT Camille, domiciliés 2 bis impasse de Pédegert 40400 AUDON, le lot n° 15, cadastré AA 115, d'une superficie de 818 m², moyennant le prix de SOIXANTE-HUIT Euros TTC (68.00€) le mètre carré soit **CINQUANTE CINQ MILLE SIX CENTS VINGT-QUATRE EUROS TTC** (55 624€) le lot n°15, TVA sur marge incluse, puis frais d'acquisition et de bornage à la charge de l'acquéreur.
- d'**autoriser** Mme le Maire à signer toutes les pièces afférentes au dossier, déposé à l'étude de maîtres Sandra RAGUE-ESTAUN & Laure BALLUTEAUD, notaires à Tartas.

Délibération D2024-04 : TVA sur marge modifiée - LOTISSEMENT DES PALOMBES

Madame le Maire expose que les opérations de bornage définitif des lots ont été réalisés et certains lots ont changé de contenance.

Il convient dès lors de mettre à jour le prix de vente hors taxes et taxe sur la valeur ajoutée incluse de chaque lot sur la base du prix au mètre carré arrêté par le conseil municipal en septembre 2023, soit 68,00€ TTC (avec TVA sur la marge incluse, soit un prix au mètre carré HT de 63,20€).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

Vu la délibération D2023-28 du 20/09/2023 fixant le prix de vente au mètre carré viabilisé du lotissement des Palombes à 68 € TTC avec TVA sur la marge incluse,

Vu la délibération D2024-04 du 20/09/2023 fixant la TVA sur marge au lotissement des Palombes,

Considérant qu'il convient d'abroger et remplacer la délibération D2024-04 suite au bornage définitif réalisé,

- **ABROGE ET REMPLACE, et FIXE** le prix de vente des lots comme suit, sur la base du prix au mètre carré de 68€ :

Lot	Surface bornée (m ²)	PRIX HT acquéreur	TVA/MARGE après travaux	PRIX TTC acquéreur
2	800	50 560,00 €	3 840,00 €	54 400,00 €
4	811	51 255,20 €	3 892,80 €	55 148,00 €
5	801	50 623,20 €	3 844,80 €	54 468,00 €
6	803	50 749,60 €	3 854,40 €	54 604,00 €
9	806	50 939,20 €	3 868,80 €	54 808,00 €
10	816	51 571,20 €	3 916,80 €	55 488,00 €
11	866	54 731,20 €	4 156,80 €	58 888,00 €
12	807	51 002,40 €	3 873,60 €	54 876,00 €
13	826	52 203,20 €	3 964,80 €	56 168,00 €
14	822	51 950,40 €	3 945,60 €	55 896,00 €
15	818	51 697,60 €	3 926,40 €	55 624,00 €
16	827	52 266,40 €	3 969,60 €	56 236,00 €
19	835	52 772,00 €	4 008,00 €	56 780,00 €
20	835	52 772,00 €	4 008,00 €	56 780,00 €
22	800	50 560,00 €	3 840,00 €	54 400,00 €
24	1000	33 458,82 €	2 541,18 €	36 000,00 €
	13 273	809 112,42 €	61 451,58 €	870 564,00 €

- **DECIDE** de confier à l'étude de maîtres Sandra RAGUE-ESTAUN & Laure BALLUTEAUD, notaires à Tartas, l'établissement des actes de vente correspondants,
- **AUTORISE** Mme le Maire à signer lesdits actes.

4- Délibération Fixation du taux de la taxe d'aménagement :

Cette taxe payée sur toutes constructions nouvelles amortie les tarifs payés à l'urbanisme pour l'instruction et le suivi de tous les dossiers d'autorisation du droit des sols (ADS).

La surface taxable des constructions correspond à la somme des surfaces closes et couvertes calculée à partir du *nu intérieur des façades*. Les surfaces sous une hauteur de plafond inférieure ou égale à 1,80m et des *trémies*, escaliers et ascenseurs sont déduites. Cette taxe sert également pour des futurs travaux de viabilisation.

La surface taxable est composée :

- de toutes les parties d'un bâtiment dès lors qu'elles dépassent 1,80m de hauteur sous plafond,
- ainsi que de ses annexes, telles que les abris de jardin.

Un bâtiment non clos (une pergola, une tonnelle par exemple) ou une installation découverte, comme une terrasse, ne sont pas compris dans la surface taxable. En revanche, une véranda close et couverte est taxable.

Le taux de la part communale (ou intercommunale et départementale) est fixé par délibération avant le 30 novembre de chaque année pour une entrée en vigueur au 1er janvier de l'année suivante.

La délibération est valable pour une période de 1 an.

Elle est reconduite d'office pour l'année suivante si aucune nouvelle délibération n'a pas été adoptée avant le 1^{er} juillet.

Le taux de la part communale ou intercommunale se situe entre 1 % et 5 %.

Actuellement sur la commune de Carcarès-Sainte-Croix elle est à 2%. Pour 2025, la valeur annuelle au m² est de 930€.

Mme le Maire demande aux membres du Conseil Municipal s'ils veulent augmenter ce taux ou s'ils préfèrent rester à la valeur de 2% ?

Délibération D2024-05 : reconduction de la Taxe d'Aménagement

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 331-14 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 novembre 2014 instituant la taxe d'aménagement au taux de 2%

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 octobre 2020 reconduisant la taxe d'aménagement au taux de 2%

Après en avoir délibéré:

- **Décide** de ne pas augmenter le taux de la part communale,
- **Fixe** à 2% le taux de la part communale.

ARTICLE 1^{ER} : de reconduire de plein droit annuellement, la délibération du 28 octobre 2020.

La présente délibération est valable pour une durée de 3 ans. Toutefois, le taux et les exonérations précitées pourront être modifiés tous les ans.

ARTICLE 2 : La présente délibération est transmise aux services de l'Etat en charge de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du deuxième mois suivant son adoption.

ARTICLE 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

ARTICLE 4 : Madame le Maire est chargée, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

5- Subvention solidarité nationale pour les sinistrés de Mayotte :

D2025-06 : Subvention exception « Solidarité AMF/Mayotte »

Opération de solidarité, un appel aux dons financiers (à adresser par virement à la Protection Civile) a été envoyé par l'AMF à toutes les communes de France, concernant les sinistres importants subis par l'archipel de Mayotte suite au passage du cyclone Chido.

Mme le Maire propose d'envoyer une subvention de 200€.

Il est procédé au vote par le Conseil Municipal : 11 votes Pour
0 vote Contre
0 Abstention

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **Décide** de participer à cet appel aux dons « Solidarité AMF/Mayotte »,
- **Fixe** à 200 € le montant de la subvention.

6- Informations diverses :

- Forêt : Point fait par Joël SAINT GUIRONS

ONF travaux 2025 pour environ 4000€ pour nettoyage forêt (4-9B) et débroussaillage avant éclaircie des parcelles 1-5-9A (coupe en 2026), à Ladevie marquage fait et débroussaillage à faire, au Sourbé une parcelle a été coupée et vendue (K131), à la SMI à la parcelle 6A des pins ont été replantés et à la parcelle 6B voir pour faire 2 fossés

- Commission Culture-Environnement-Tradition : point fait par Frédérique DUSSEAU

Plus de décorations pour Noël 2025 dont l'idée de fabriquer un traîneau.

Formation « code de la route » terminée avec un total de 37 participants.

Futures manifestations à venir : 05/04/2025 concert LOS DE BROUSSEZ à l'Eglise Saint-Laurent de Carcarès (au chapeau), 19/04/2025 présentation médecines douces (10€), 12/05/2025 spectacle de contes, 21/05/2025 formation gestes 1^{er} secours, et visite du SIETOM à caler.

- ALPI, courrier de proposition d'une adresse mail professionnelle

Pas de nécessité pour le moment.

- SYDEC, éclairage public investissement 2025

Aucun nouveau projet, le remplacement de toutes les lampes d'éclairage public a été fait.

- SYDEC, proposition économe de flux

Les membres du Conseil ne sont pas intéressés par cette offre.

- MEILHAN, réunion communes conventionnées pour le CLSH : point fait par Martine MALLET et Michèle PROSPER

En 2025, le tarif de participation commune passera à 21€/enfant/jour.

En 2024, la commune a participé pour 3420€ pour la fréquentation des enfants au CLSH de Meilhan (18€/enfant/jour) et pour 5232€ au CLSH de Tartas (16€/enfant/jour).

Délibération D2024-06 : incorporation d'un bien sans maître dans le domaine communal

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L. 1123-1 et suivants et R. 1123-1 et suivant ;

Vu l'article 713 du Code Civil ;

Vu l'avis favorable de la commission communale des impôts directs,

Vu l'arrêté municipal en date du 25 février 2021 constatant que l'ensemble immobilier situé lieu-dit « Louisot », référence cadastrale C 017 satisfait aux conditions mentionnées au 2° de l'article L.

1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. Cet arrêté a été publié, notifié et affiché conformément à l'article L. 1123-3 du C.G.P.P.P. Le propriétaire ne s'étant pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (publication dans le journal sud-ouest du 2 mars 2021), le bien est présumé sans maître depuis le 02 septembre 2021 ;

Considérant que le bien sis au lieu-dit « Louisot », référence cadastrale C 017 n'a pas de propriétaire connu,

Considérant que dans un délai de six mois à compter de la vacance présumée du bien, la commune peut, par délibération du Conseil Municipal, l'incorporer dans le domaine communal. L'incorporation est constatée par arrêté du Maire. A défaut de délibération dans le délai ci-précisé, la propriété est attribuée à l'Etat.

Considérant que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de quatre ans,

Considérant que l'éventuel propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité de l'arrêté municipal du 25 février 2021 ci-dessus mentionné,

Considérant que ce bien est donc présumé sans maître,

Après délibération, le conseil municipal, décide, par 11 voix « Pour » :

- **d'incorporer** le bien sis au lieu-dit « Louisot », référence cadastrale C 017, présumé sans maître, dans le domaine communal,
- **de préciser** que Mme le Maire constatera cette incorporation par arrêté.

Fin de la séance à 21h55.

Michèle PROSPER	Joël SAINT-GUIRONS	Martine MALLET	Jean-Yves POCHEZ
Delphine DUCAMP	Frédéric DUPAYA	Frédérique DUSSEAU	Eric LABEDADE
Florent MAMIQUE	Nathalie POUTOIRE	Olivier LABE	Olivier DARRICARRERE